

# JOURNAL OFFICIEL

Philippe MACHENAUD-JACQUIER  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NUMERO SPECIAL

Matahiti 158  
N° 10 - Numera Taae

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 7  
no Fepuare 2009

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES PRIS CONJOINTEMENT

##### CONVENTIONS ETAT - POLYNESIE FRANÇAISE

	Pages
Convention spécifique du 6 février 2009 conclue entre l'Etat et la Polynésie française prise en application de l'article 21 de la convention n° HC 56-07 du 4 avril 2007 et fixant la participation de l'Etat pour l'exercice 2009 aux dépenses de fonctionnement, d'équipement, de construction, de maintenance, de sécurité et de reconstruction des établissements scolaires du second degré .....	293

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

###### Présidence

Arrêté n° 227 PR du 6 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 1369 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes .....	294
Arrêté n° 228 PR du 6 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle et des dessertes interinsulaires .....	295
Arrêté n° 229 PR du 6 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 1356 PR du 21 avril 2008 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre de la santé et de la prévention, en charge de la politique de la ville et de la médecine traditionnelle, porte-parole du gouvernement .....	296
Arrêté n° 230 PR du 6 février 2009 modifiant l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions .....	297

###### Ministère de l'économie et du pacte social

Arrêté n° 14 MEP du 6 février 2009 portant délégation de signature du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, des dessertes interinsulaires, de la mer, de la pêche et de l'aquaculture à M. Stephen Yen Kai Sun, chef du service de la pêche.	297
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****Avis officiel**

Président de la Polynésie française.— Lettre n° 1275 PR du 7 février 2009 à M. Oscar Manutahi Temaru, président de l'assemblée de la Polynésie française : Démission des fonctions de Président de la Polynésie française . . . . .

**299**

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES PRIS CONJOINTEMENT

### CONVENTIONS ETAT - POLYNESIE FRANÇAISE

**CONVENTION SPECIFIQUE du 6 février 2009 conclue entre l'Etat et la Polynésie française prise en application de l'article 21 de la convention HC n° 56-07 du 4 avril 2007 et fixant la participation de l'Etat pour l'exercice 2009 aux dépenses de fonctionnement, d'équipement, de construction, de maintenance, de sécurité et de reconstruction des établissements scolaires du second degré.**

Entre :

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, agissant au nom de l'Etat,

Et :

Le Président de la Polynésie française, agissant au nom de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 la complétant ;

Vu la convention générale n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation, publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française du 26 avril 2007, notamment son article 21,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er.— L'article 21 de la convention citée en visa précise que dans l'attente de la mise en place d'une dotation globale de compensation (DGC) fixant la participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'enseignement du premier et second degré en Polynésie française, des conventions spécifiques seront conclues annuellement pour prévoir cette participation de l'Etat.

Art. 2.— Pour l'exercice 2009, les participations de l'Etat sont reconduites dans des conditions identiques aux deux exercices précédents.

Art. 3.— La présente convention prend effet à sa date de parution au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 février 2009.

*Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
Adolphe COLRAT.*

*Le Président de la Polynésie française,  
Gaston TONG SANG.*

# ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 227 PR du 6 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 1369 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1369 PR du 21 avril 2008 relatif aux attributions du ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes,

Arrête :

**Article 1er.**— Dans l'intitulé de l'arrêté n° 1369 PR du 21 avril 2008 susvisé, les mots : "ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine et de la promotion des langues polynésiennes" sont remplacés par les mots : "ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine, de la promotion des langues polynésiennes, de l'agriculture, de l'élevage et des forêts".

**Art. 2.**— L'article 2 de l'arrêté n° 1369 PR du 21 avril 2008 susvisé est rédigé comme suit :

"Art. 2. — Pour l'exercice de ses attributions, il a autorité sur les services suivants :

- le service de la culture et du patrimoine ;
- le service de la traduction et de l'interprétariat ;
- le service des archives ;
- le service de l'artisanat traditionnel ;
- le service du développement rural.

Il fait appel en tant que de besoin, et avec l'accord du ministre responsable aux services suivants :

- le service du plan et de la prévision économique ;
- la délégation à la recherche."

**Art. 3.**— A l'article 3 de l'arrêté n° 1369 PR du 21 avril 2008 susvisé, il est inséré *in fine* une rubrique ainsi rédigée :

"E - Au titre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts :

- délivrance d'agréments et de certifications, autorisations d'importation et d'exportation, décisions de retrait de la consommation et de destruction et toutes mesures entrant dans le cadre de la mise en œuvre de la réglementation sanitaire, vétérinaire et phytosanitaire ;
- autorisations d'importation et conditions d'utilisation des pesticides ;
- autorisations de création ou d'extension d'élevages ;
- autorisations d'abattage d'arbres ou de défrichement, signature des conventions de reboisement et toutes mesures d'application de la réglementation forestière et cynégétique ;
- assistance technique aux producteurs et signature des conventions y afférentes ;
- octroi de subventions d'aménagement rural n'excédant pas 2 000 000 F CFP et signature des conventions y afférentes au bénéfice des seules personnes physiques ;
- octroi d'aides aux agriculteurs n'excédant pas 1 000 000 F CFP et signature des conventions y afférentes au bénéfice des seules personnes physiques ;
- avis sur la délivrance des cartes professionnelles d'agriculteur ;
- organisation matérielle des élections à la Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire."

**Art. 4.**— A la rubrique "Etablissements publics" de l'article 7 de l'arrêté n° 1369 PR du 21 avril 2008 susvisé, il est inséré 3 tirets ainsi rédigés :

- "Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL) ;
- Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) ;
- établissement public Vanille de Tahiti."

Art. 5.— A la rubrique “Autres établissements ou organismes” de l'article 7 de l'arrêté n° 1369 PR du 21 avril 2008 susvisé, il est inséré 5 tirets ainsi rédigés :

- Comité polynésien des maisons familiales et rurales ;
- SAEM Abattage de Tahiti ;
- SA Huilerie de Tahiti ;
- Groupement interprofessionnel du monoï de Tahiti ;
- Société pour le développement de l'agriculture et de la pêche (SDAP)."

Art. 6.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 février 2009.  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 228 PR du 6 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle et des dessertes interinsulaires.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle et des dessertes interinsulaires,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'intitulé de l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé, les mots : “ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle et des dessertes interinsulaires” sont remplacés par les mots : “ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, des dessertes interinsulaires, de la mer, de la pêche et de l'aquaculture”.

Art. 2.— L'article 2 de l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé est rédigé comme suit :

“Art. 2.— Pour l'exercice de ses attributions, il a autorité sur les services suivants :

- le service des affaires économiques ;
- le service du plan et de la prévision économique ;
- le service du travail ;
- l'inspection du travail ;

- le service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;
- la direction polynésienne des affaires maritimes (DPAM) ;
- la direction de l'aviation civile ;
- le service de la pêche.”

Il fait appel en tant que de besoin, et avec l'accord du ministre responsable aux services suivants :

- la délégation à la recherche ;
- le service des contributions ;
- le service des douanes ;
- la délégation au développement des technologies de l'information et de la communication (DDTIC) ;
- le service du développement de l'industrie et des métiers ;
- le service du commerce extérieur.”

Art. 3.— A l'article 3 de l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé, il est inséré *in fine* une rubrique ainsi rédigée :

“H - Au titre de la pêche et de l'aquaculture :

- désignation des personnalités représentant les intérêts professionnels au sein de la commission consultative de la pêche hauturière ;
- délivrance des attestations d'activités de pêcheurs et d'aquaculteurs pour l'affiliation au régime des non-salariés, adoption des mesures conservatoires conduisant à la suspension de tout ou partie des effets d'une autorisation de pêche, dans les conditions définies par l'article 2, alinéa 5, de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;
- désignation des personnalités représentant les intérêts professionnels au sein de la commission technique d'attribution des aides au développement des activités de la pêche ;
- les actes individuels nécessaires à l'application de la délibération n° 2000-65 APF du 8 juin 2000 instituant un régime d'aides individuelles et de programmes publics financés par des crédits ouverts au budget général consécutivement aux accords de pêche relatifs à l'exploitation des ressources vivantes de la zone économique exclusive située au large des côtes de la Polynésie française au bénéfice des seules personnes physiques ;
- approbation, conjointement avec le ministre chargé des finances, des conventions d'aides au développement des activités de la pêche au bénéfice des seules personnes physiques ;
- délivrance des documents administratifs et statistiques exigés pour l'exportation des produits de la mer ;
- autorisations accordées aux navires étrangers de transborder leurs captures en Polynésie française ;
- les actes individuels et conventions nécessaires à l'application de l'arrêté n° 445 CM du 12 mars 2004 modifié relatif aux modalités d'attribution des aides de la dotation pour le développement de la pêche lagonaire au bénéfice des seules personnes physiques ;
- les actes nécessaires à l'application de l'arrêté n° 928 CM du 2 juillet 2007 modifié instituant un dispositif d'aide et de soutien à la pêche (DASP) au bénéfice des seules personnes physiques ;

- les actes individuels nécessaires à la mise en œuvre de la délibération n° 2007-17 APF du 19 juin 2007 portant mise en place d'une procédure d'agrément au profit des mareyeurs en vue de bénéficier des dispositifs d'aide intervenant dans le secteur de la pêche ainsi que toute mesure conservatoire au bénéfice des seules personnes physiques ;
- les actes nécessaires à la mise en œuvre des mesures d'exonérations fiscales applicables au secteur de la pêche prévues par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée relative aux mesures fiscales applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle, la délibération n° 89-125 AT du 26 octobre 1989 modifiée portant aménagement de la fiscalité douanière applicable aux produits pétroliers destinés à l'avitaillement de certains navires de pêche hauturière et la délibération n° 90-92 AT du 30 août 1990 modifiée instituant un régime fiscal d'exonération des droits applicables aux matériels et équipements de certains navires de pêche hauturière au bénéfice des seules personnes physiques ;
- les actes individuels nécessaires à l'application de l'arrêté n° 839 CM du 18 juin 2007 relatif aux modalités d'attribution d'une aide pour l'équipement en matériel électronique de sécurité aux normes du système mondial de détresse et de sécurité (SMDSM) et de communication satellitaire des thoniers polynésiens au bénéfice des seules personnes physiques."

Art. 4.— A la rubrique "Etablissements publics" de l'article 7 de l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé, il est inséré un tiret ainsi rédigé :

"- Institut de formation maritime - pêche et commerce."

Art. 5.— A la rubrique "Autres établissements ou organismes" de l'article 7 de l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé, il est inséré 2 tirets ainsi rédigés :

- SEM Port de pêche de Papeete (SEM 3P) ;
- SEM Tahiti Nui Rava'i."

Art. 6.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 février 2009.  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 229 PR du 6 février 2009 portant modification de l'arrêté n° 1356 PR du 21 avril 2008 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre de la santé et de la prévention, en charge de la politique de la ville et de la médecine traditionnelle, porte-parole du gouvernement.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1356 PR du 21 avril 2008 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre de la santé et de la prévention, en charge de la politique de la ville et de la médecine traditionnelle, porte-parole du gouvernement,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'intitulé de l'arrêté n° 1356 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé, les mots : "vice-président, ministre de la santé et de la prévention, en charge de la politique de la ville et de la médecine traditionnelle, porte-parole du gouvernement" sont remplacés par les mots : "vice-président, ministre de la santé et de la prévention, de la jeunesse et des sports, en charge de la politique de la ville et de la médecine traditionnelle, porte-parole du gouvernement".

Art. 2.— L'article 2 de l'arrêté n° 1356 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé est rédigé comme suit :

"Art. 2.— Pour l'exercice de ses attributions, il a autorité sur les services suivants :

- la direction de la santé ;
- la délégation polynésienne pour le suivi des conséquences des essais nucléaires ;
- le service de la jeunesse et des sports.

Il fait appel, en tant que de besoin et avec l'accord des ministres responsables, à :

- tout service chargé d'élaborer des règles ou d'en contrôler l'application dans le champ de ses attributions ;
- le service du plan et de la prévision économique ;
- la délégation à la recherche ;
- la délégation au développement des communes."

Art. 3.— A l'article 3 de l'arrêté n° 1356 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé, il est inséré *in fine* deux rubriques ainsi rédigées :

"C - Au titre de la jeunesse :

- mise en œuvre de la réglementation des centres de vacances ou de placement avec hébergement et des centres de loisirs sans hébergement ;
- mise en œuvre de la réglementation des brevets polynésiens d'animateur ;
- attribution des subventions de fonctionnement n'excédant pas 500 000 F CFP au bénéfice des seules personnes physiques ;
- attribution des subventions d'investissement n'excédant pas 1 000 000 F CFP au bénéfice des seules personnes physiques ;
- attribution des aides en nature aux associations de jeunesse.

D - Au titre des sports :

- mise en œuvre des dispositions de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives de la Polynésie française ;

- mise en œuvre de la réglementation des établissements de baignade d'accès payant ;
- mise en œuvre de la réglementation de la plongée subaquatique sportive et de loisir ;
- mise en œuvre de la réglementation relative aux certifications polynésiennes en matière d'activités physiques et sportives ;
- règles de fonctionnement et de nomination des membres de la commission territoriale de lutte contre le dopage ;
- attribution des subventions de fonctionnement n'excédant pas 500 000 F CFP au bénéfice des seules personnes physiques ;
- attribution des subventions d'investissement n'excédant pas 1 000 000 F CFP au bénéfice des seules personnes physiques ;
- attribution des bourses pour les sportifs de haut niveau ;
- attribution des aides en nature aux associations sportives."

Art. 4.— A la rubrique "Etablissements publics" de l'article 7 de l'arrêté n° 1356 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé, il est inséré un tiret ainsi rédigé :

"- Institut de la jeunesse et des sports."

Art. 5.— A la rubrique "Autres établissements ou organismes" de l'article 7 de l'arrêté n° 1356 PR du 21 avril 2008 modifié susvisé, il est inséré un tiret ainsi rédigé :

"- Comité olympique et sportif."

Art. 6.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 février 2009.  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 230 PR du 6 février 2009 modifiant l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions.**

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 44-2008 APF/SG du 15 avril 2008 déclarant élu Président de la Polynésie française M. Gaston Tong Sang ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions,

Arrête :

Article 1er.— Les 1er, 2e et 10e tirets de l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié susvisé sont ainsi rédigés :

- "- M. Woui You (dit Jules) Ien Fa, vice-président, ministre de la santé et de la prévention, de la jeunesse et des sports, en charge de la politique de la ville et de la médecine traditionnelle, porte-parole du gouvernement ;

- M. Guy Lejeune, ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, des dessertes interinsulaires, de la mer, de la pêche et de l'aquaculture ;
- M. Joseph Kaiha, ministre de la culture, de l'artisanat, du patrimoine, de la promotion des langues polynésiennes, de l'agriculture, de l'élevage et des forêts."

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié au haut-commissaire de la République en Polynésie française et au président de l'assemblée de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 février 2009.  
Gaston TONG SANG.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DU PACTE SOCIAL**

**ARRETE n° 14 MEP du 6 février 2009 portant délégation de signature du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, des dessertes interinsulaires, de la mer, de la pêche et de l'aquaculture à M. Stephen Yen Kai Sun, chef du service de la pêche.**

Le ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, des dessertes interinsulaires, de la mer, de la pêche et de l'aquaculture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1355 PR du 19 avril 2008 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1357 PR du 21 avril 2008 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle et des dessertes interinsulaires maritimes et aériennes ;

Vu la délibération n° 83-65 AT du 31 mars 1983 modifiée portant création du service de la pêche ;

Vu l'arrêté n° 686 CM du 22 avril 2004 portant organisation du service de la pêche ;

Vu l'arrêté n° 76 CM du 25 janvier 2007 portant nomination de M. Stephen Yen Kai Sun, chef du service de la pêche ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— M. Stephen Yen Kai Sun, chef du service de la pêche, est habilité à signer au nom du ministre de l'économie et du pacte social, en charge du développement de l'emploi durable, du travail, de la formation professionnelle, des dessertes interinsulaires, de la mer, de la pêche et de l'aquaculture dans les matières relevant de la compétence du service de la pêche, les actes de gestion suivants :

- 1° Les actes courants et les correspondances de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, notamment les paragraphes suivants :
  - les correspondances échangées entre le service de la pêche et les services et établissements publics relevant du ministère. Une copie devra être adressée au ministre ;
  - les correspondances échangées entre le service de la pêche et les services et établissements publics relevant d'autres ministères. Une copie devra être adressée au ministre ;
  - les correspondances adressées, en Polynésie française, aux administrations de l'Etat, des communes et des établissements publics. Une copie devra être systématiquement adressée au haut-commissaire de la République en précisant le service destinataire ;
  - les correspondances adressées aux usagers du service pour l'instruction de dossiers intéressant ces usagers ;
  - les correspondances adressées aux organismes privés, tels que associations, syndicats, ordres, etc. ;
- 2° Les correspondances à caractère technique adressées aux services homologues extérieurs à la Polynésie française, avec copie au ministre ;
- 3° Les actes suivants :
  - a) Attestations d'activités liées au secteur de la mer ;
  - b) Registres de consommation de gazole ;
  - c) Demandes d'exonération des droits et taxes à l'importation ;
  - d) Documents statistiques liés aux exportations et aux transbordements ;
  - e) Conventions et contrats liés au fonctionnement et à l'entretien du service ;
- 4° Les actes suivants relevant de la gestion des ressources humaines placées sous son autorité :
  - a) Gestion interne des moyens du service ;
  - b) Certificats de travail, certificats de prise de fonction ou autres prévus par la réglementation sociale ;
  - c) Congés de toute nature (à l'exclusion des congés administratifs), accidents du travail et permissions exceptionnelles ;
  - d) Sanctions disciplinaires du premier groupe (avertissements et blâmes) ;
  - e) Notation du personnel ;
  - f) Propositions de bonification ou de réduction pour les avancements d'échelons ;
- 5° Les actes d'engagement, de liquidation, de certification du service fait et toutes pièces justificatives relatives aux dépenses imputées sur les crédits du budget de la Polynésie française qui sont attribués au service ;
- 6° Les ordres de déplacement pour les missions de moins de 8 jours, ainsi que les réquisitions de passage et de bagages correspondantes à l'intérieur de la Polynésie française, pour les agents du service ainsi que tout déplacement

prévu dans le cadre d'une convention ou d'un marché de prestation de service, et d'études passé avec des tiers.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement du chef du service de la pêche, les délégations mentionnées dans le présent arrêté sont exercées par M. Alain Santoni ou, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Santoni, par M. Arsène Stein ou par Mme Sylviane Fauvet.

Art. 3.— Des délégations de signature sont accordées aux agents ci-dessous désignés, dans la limite de leurs attributions :

#### 1° Cellule réglementation et contrôle (CRC)

Mlle Maryline Schilling, chef de la cellule réglementation et contrôle (CRC), reçoit délégation de signature pour les documents de gestion suivants :

- demandes d'exonération des droits et taxes à l'importation ;
- registres de consommation de gazole ;
- attestations de dépôts des demandes de licence de pêche.

#### 2° Subdivision déconcentrée des îles Sous-le-Vent

M. Philippe Choune reçoit délégation de signature pour les correspondances et documents de gestion suivants :

- correspondances, avec copie au chef de service, adressées aux usagers des îles Sous-le-Vent relatives aux demandes d'informations complémentaires nécessaires à l'instruction des dossiers les concernant ;
- correspondances, avec copie au chef de service, adressées aux administrations, aux associations et syndicats de pêcheurs des îles Sous-le-Vent concernant la diffusion d'informations relatives au secteur de la pêche ou l'organisation de réunions ;
- registres de consommation de gazole après vérification par la cellule réglementation et contrôle ;
- demandes de repos compensateur, d'une durée maximale de 5 jours, des agents placés sous son autorité.

Art. 4.— L'arrêté n° 1 MPA du 25 avril 2008 modifié est abrogé.

Art. 5.— Le chef du service de la pêche est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 février 2009.  
Guy LEJEUNE.

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****AVIS OFFICIEL****PRESIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

**LETTRE n° 1275 PR du 7 février 2009 à M. Oscar Manutahi Temaru, président de l'assemblée de la Polynésie française :  
Démission des fonctions de Président de la Polynésie française.**

M. le président,

Avec l'accord et le soutien de l'ensemble des ministres du gouvernement de la Polynésie française, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ma décision de démissionner de mes fonctions de Président du pays.

Conformément aux dispositions de l'article 80 de la loi statutaire, je vous saurais gré de bien vouloir donner acte de cette démission et d'en informer sans délai le haut-commissaire de la République.

Il vous appartient en tant que président de l'assemblée de la Polynésie française d'organiser de nouvelles élections dans les délais prévus par l'article 71, alinéa 2 du statut.

Dans l'attente de cette nouvelle élection, le gouvernement assurera l'expédition des affaires courantes.

Je vous prie d'agréer, M. le président, l'expression de ma haute considération.

Fait à Papeete, le 7 février 2009.  
Gaston TONG SANG.

Jules IENFA.

Moehau TERIITAHU.

Teva HUIOUTU-HAPAITAHAA.

Mairai SUN.

Guy LEJEUNE.

Tearii ALPHA.

Louis FREBAULT.

Otime TEURA.

Joseph KAIHA.

## LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- Notices des produits médicamenteux de la pharmacopée chinoise (JOPF n° 4 NS/2009).....	1 092 F CFP
- Annexe à la loi du pays n° 2008-7 du 25 août 2008 relative au droit de douane (JOPF n° 42 NS du 5 septembre 2008) .....	2 835 F CFP
- Annexe à la loi du pays n° 2008-8 du 25 août 2008 relative à la nomenclature combinée (JOPF n° 43 NS du 5 septembre 2008) .....	2 877 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Nuku Hiva (JOPF n° 52 NS/2008) .....	210 F CFP
- Affiches "Accident du Travail" .....	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer" .....	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse" .....	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien) .....	696 F CFP
- Association des PTOM à la Communauté européenne .....	798 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble) .....	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2008 .....	2 090 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2007 .....	1 971 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes 2006 .....	2 667 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes 2005 .....	2 604 F CFP
- Code de l'action sociale et des familles .....	347 F CFP
- Code des marchés publics (Septembre 2004) .....	2 415 F CFP
- Code des impôts (mise à jour au 1er mars 2007) .....	4 568 F CFP
- Code du travail (édition 2004) .....	3 938 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 1 NS du 27 février 2004) (broché) .....	882 F CFP
- Code de l'éducation (JOPF n° 3 NS du 25 août 2000) .....	441 F CFP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique .....	1355 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française .....	429 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996) .....	378 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996) .....	704 F CFP
- Code de procédure civile (broché) .....	630 F CFP
- Code des douanes (édition janvier 2001) .....	2 163 F CFP
- Code de la mer en tahitien .....	798 F CFP
- Comptes-rendus intégraux des débats de l'assemblée de la Polynésie française (abonnement annuel) .....	4 209 F CFP
- Convention collective des assurances .....	331 F CFP
- Convention collective de l'automobile .....	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics .....	940 F CFP
- Convention collective des banques .....	496 F CFP
- Convention collective du commerce .....	525 F CFP
- Convention collective du gardiennage .....	352 F CFP
- Convention collective de l'industrie .....	431 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication .....	743 F CFP
- Convention collective du nettoyage .....	410 F CFP
- Examen pratique du permis de conduire (véhicules de catégorie A et sous-catégorie A1) .....	718 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 broché) .....	1 040 F CFP
- Instruction budgétaire et comptable M114 des communes .....	1 250 F CFP
- Recueil des textes sur la déconcentration de l'administration de la Polynésie française .....	945 F CFP
- Répertoire général des textes promulgués au BOEFO et JOPF de 1843 à 1996 (mise à jour) .....	3 413 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004) .....	2 629 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1995) .....	2 027 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1996) .....	2 095 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1997) .....	2 504 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1998) .....	2 914 F CFP
- Table analytique et chronologique (année 1999) .....	3 192 F CFP
- Table chronologique (année 2000) .....	1 250 F CFP
- Table chronologique (année 2001) .....	1 386 F CFP
- Table chronologique (année 2002) .....	1 460 F CFP
- Tarif des douanes .....	5 670 F CFP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117 - 98713 Papeete — Tél. : 50.05.80 - Fax : 42.52.61 — Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

## TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter de Janvier 2009

<i>TARIF en F CFP</i>	<b>TTC</b>	<b>Hors Taxe</b>
	Polynésie française	France – DOM-TOM – Autres Pays
		<i>Voie aérienne</i>
Numéro .....	210*	435
Abonnement 1 an .....	10 827	21 283
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		